

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 mars 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 35 a), 36 et 67 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

Prévention des conflits armés : prévention des conflits armés

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

La situation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés

**Lettre datée du 14 mars 2022, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le commentaire du 11 mars 2022 du Ministère ukrainien des affaires étrangères sur la condamnation de cinq citoyens ukrainiens (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35 a), 36 et 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya



Annexe à la lettre datée du 14 mars 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Commentaire du Ministère ukrainien des affaires étrangères sur la condamnation de cinq citoyens ukrainiens

Le 11 mars 2022

Le Ministère ukrainien des affaires étrangères proteste contre la décision sans fondement et politiquement motivée du tribunal militaire du district sud de Rostov-sur-le-Don, datée du 10 mars 2022. Sur la base de fausses accusations, le tribunal a condamné cinq citoyens ukrainiens dans l'affaire dite du « deuxième groupe de Simferopol » ou « affaires Hizb ut-Tahrir ».

Outre les meurtres cyniques et barbares de civils ukrainiens, les bombardements des villes et villages ukrainiens, la perturbation régulière des couloirs humanitaires, la destruction des infrastructures critiques, la saisie des centrales nucléaires ukrainiennes et de leur personnel, la Fédération de Russie poursuit sa pratique honteuse de persécutions politiques d'Ukrainiennes et Ukrainiens, détenus illégalement sur les territoires temporairement occupés de notre État.

Selon les verdicts, le journaliste citoyen de « Solidarité Crimée », Remzi Bekirov, et le militant des droits humains, Riza Izotov, ont été condamnés à 19 ans de prison, Shaban Umerov à 18 ans, Raim Aivazov à 17 ans et Farkhod Bazarov à 15 ans.

Ils ont été placés en détention le 27 mars 2019 par les forces de l'ordre russes dans la République autonome de Crimée temporairement occupée lors de fouilles et de détentions massives, puis, en violation complète des règles fondamentales du droit international humanitaire, transférés illégalement à Rostov-sur-le-Don, sur le territoire de la Fédération de Russie. La partie russe a accusé de manière injustifiée les citoyens ukrainiens, entre autres, de participer aux activités d'une organisation terroriste.

Les juges n'ont pas tenu compte des preuves fournies par la défense sur la non-implication des accusés dans les actes incriminés pendant le procès, les avocats et les proches n'ont pas été autorisés à entrer en Fédération de Russie pour participer au procès – tout cela est une preuve de plus de la décision politiquement motivée du tribunal d'emprisonner des citoyens ukrainiens.

La Fédération de Russie doit immédiatement cesser ses massacres en Ukraine, retirer ses forces armées, ses mercenaires, ses armes et ses équipements d'Ukraine, et libérer tous les citoyennes et citoyens ukrainiens illégalement condamnés, notamment Ramzi Bekirov, Riza Izotov, Shaban Umerov, Raim Aivazov et Farkhod Bazarov. La Fédération de Russie et ses dirigeants militaro-politiques doivent être traduits en justice et tenus pour responsables de tous les actes internationalement répréhensibles commis en Ukraine, des violations du droit humanitaire international et des crimes de masse contre les civils.

Nous appelons la communauté internationale à condamner les violations incessantes du droit humanitaire international par la Russie en Ukraine, le recours permanent à la persécution politique des citoyennes et citoyens ukrainiens qui s'opposent à l'occupation, et à renforcer les sanctions contre la Fédération de Russie et ses dirigeants politiques. Nous demandons instamment à nos partenaires de renforcer leur soutien à l'Ukraine, le pays qui protège aujourd'hui l'ensemble de l'Europe contre la propagation du « monde russe » et de l'agression russe, au prix de milliers de vies. L'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de

l'Ukraine et le renforcement du système de défense aérienne de notre pays contribueront à mettre immédiatement fin à la catastrophe humanitaire causée par l'agression armée de la Russie contre le peuple ukrainien.
